

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 VALENCIENNES

Valenciennes, [Cf. Date de signature]

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRAMATOME (EX-SOMANU)**

ZAC de Grévaux les guides  
59600 MAUBEUGE

Références : 2023-V3-212  
Code AIOT : 0003801506

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2023 dans l'établissement FRAMATOME (EX-SOMANU) implanté ZAC de Grévaux les Guides 59600 Maubeuge. L'inspection a été annoncée le 23/06/2023.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATOME (EX-SOMANU)
- ZAC de Grévaux les Guides 59600 Maubeuge
- Code AIOT : 0003801506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement FRAMATOME de Maubeuge, est un établissement de la société FRAMATOME (filiale d'EDF) dont le siège social est situé 1, place Jean Millier à Courbevoie. Cet établissement est enregistré sous le numéro SIRET 379 041 395 00177.

L'établissement FRAMATOME (Ex SOMANU) était initialement autorisé comme Installation Nucléaire de Base par décret du 18 octobre 1985.

Suite à la parution du décret du 11 mai 2007 modifiant les seuils de classement des Installations Nucléaire de Base, l'exploitant a formulé une demande afin de sortir du régime INB en date du 26 février 2018.

Par décision commune ASN / DGPR du 25 mai 2018, il a été acté que cette installation basculait du régime INB vers le régime ICPE. Il a donc été donné récépissé à l'exploitant de sa demande.

Dans le cadre de ce récépissé, et conformément aux dispositions de l'article R. 512-3 du code de l'Environnement, ont été sollicitées une note de présentation non-technique, une étude d'impact et une étude de dangers.

Par arrêté préfectoral du 22 juin 2018, le préfet du Nord a donné récépissé pour les rubriques 1716-1, 2565-2, 2797 et 2560-1 de la nomenclature des installations classées.

Un arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 a acté ce classement ainsi que le changement d'exploitant au profit de la société FRAMATOME.

Suite à l'instruction des études d'impact et de dangers, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 09 février 2021 encadre désormais l'activité du site.

L'établissement mène une activité de maintenance de pièces mécaniques contaminées par des éléments radioactifs, principalement issues de circuits primaires de centrales nucléaires. L'établissement est implanté sur la parcelle AT0461 sur la commune de Maubeuge.

L'établissement est constitué de plusieurs bâtiments :

- le bâtiment administratif ;
- l'atelier de maintenance ;
- un entrepôt de stockage de conteneurs de pièces radioactives ;
- une zone de stockage non couverte ;
- une salle de restauration collective ;

Les pièces reçues pour maintenance sont acheminées sur le site de Maubeuge par transport routier. Si l'activité radioactive le nécessite, ces pièces subissent un traitement de surface afin de diminuer l'activité présente sur la pièce à un niveau acceptable. Les pièces sont ensuite retravaillées et/ou certains éléments sont remplacés.

Une fois ces opérations réalisées, la pièce peut être stockée provisoirement sur place ou réexpédiée.

Certaines pièces proviennent de centrales nucléaires étrangères (Belgique, Afrique du sud...). Pour ce cas particulier, les déchets associés au traitement reçu par la pièce sont également réexpédiés au propriétaire de la pièce.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- présentation du fonctionnement du site ainsi que ses principales caractéristiques.
- discussion sur les conditions d'accès des personnes aux zones contrôlées (radioprotection).
- prescriptions en rapport avec les mesures d'urgence en cas d'accident ou d'incident. Le Plan d'Organisation Interne du site a été examiné par sondage dans ce cadre.

## **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'organisation interne - contenu du POI	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
2	Plan d'organisation interne - lien avec l'étude de danger	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
3	Plan d'organisation interne - principe	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
4	Plan d'organisation interne - mise à jour du POI	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
5	Plan d'organisation interne - lien avec le préfet	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
6	Plan d'organisation interne - disponibilité du document	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
7	Plan d'organisation interne - diffusion	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
8	Plan d'organisation interne - retour d'expérience	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2	/	Sans objet
9	Mesures des conditions météorologiques	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.3	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant entraîne régulièrement, dans des "conditions réalistes", ses équipes à pouvoir, si nécessaire, mettre en oeuvre les mesures d'urgences prévues dans son Plan d'Organisation Interne. Au vu des discussions réalisées avec l'exploitant et de l'examen des derniers compte-rendus d'exercice, ce retour d'expérience est utilisé pour améliorer constamment les pratiques observées lors de ces exercices.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Plan d'organisation interne - contenu du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, existence du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant élabore un Plan d'Organisation Interne (POI) en vue de : <ul style="list-style-type: none"><li>- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;</li><li>- mettre en oeuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan d'urgence dénommé "Plan d'Organisation Interne" version initiale du 09/08/2021 a été consulté par l'équipe d'inspection (document désigné sous le terme P.O.I dans la suite des fiches d'inspection).  Ce document (le POI) anticipe les incidents que l'exploitant considère comme susceptibles d'avoir des effets sur ses installations et préserve ainsi également des dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens.  Interrogé par l'équipe d'inspection, l'exploitant indique qu'aucun accident majeur n'est recensé dans le POI. L'inspection note par ailleurs que l'étude de danger ne prévoit pas d'effet en dehors du périmètre autorisé en cas d'accident.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Plan d'organisation interne - lien avec l'étude de danger**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lien avec l'étude de danger
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Il est rédigé sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers.  (...)  Le P.O.I est cohérent avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a réalisé un exercice de traçabilité en demandant à pouvoir consulter l'étude de danger en séance puis en vérifiant que pour un scénario de l'étude de danger, un scénario du POI est bien associé et cohérent. Cet exercice a montré qu'à un scénario de l'étude de danger est bien associé un scénario du P.O.I
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Plan d'organisation interne - principe

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, principe
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le POI définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires que l'exploitant met en oeuvre pour protéger le personnel, les populations, la santé publique, les biens et l'environnement contre les effets des accidents majeurs.
<b>Constats :</b> Les éléments suivants sont bien inclus dans le P.O.I : <ul style="list-style-type: none"><li>- descriptions des locaux mobilisables ;</li><li>- la liste des moyens matériels (hors moyens d'extinction) ;</li><li>- le recensement des moyens d'extinction incendie ;</li><li>- l'organisation de l'alerte ;</li><li>- le recensement des différents stockage (susceptibles d'être polluants ou dangereux) ;</li><li>- l'organisation des secours ;</li><li>- les différents scénarios envisagés.</li></ul> Le P.O.I respecte la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 4 : Plan d'organisation interne - mise à jour du POI**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour du POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> (le POI), il est ré-examiné et mis à jour avant la mise en service d'une nouvelle installation, à chaque révision de l'étude de dangers, à chaque modification de l'organisation.
<b>Constats :</b> Le P.O.I examiné est récent et à jour des dernières modifications intervenues sur le site.  L'exploitant a été questionné sur les raisons de cette version initiale récente (09/08/2021) alors que l'installation existe depuis maintenant plusieurs années et que de nombreux exercices P.O.I sont déjà intervenus.  L'exploitant indique que les versions précédentes de son plan d'urgence répondaient aux exigences spécifiques (et légèrement différentes) de l'autorité de contrôle de l'époque (à savoir l'Autorité de Sureté Nucléaire).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Plan d'organisation interne - lien avec le préfet**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, lien avec le préfet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> En cas d'accident, l'exploitant assure la Direction du P.O.I, jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan de secours externe par le préfet. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.
<b>Constats :</b> La prescription est respectée dans la mesure où il est prévu que l'exploitant mette en oeuvre les moyens en personnels et en matériels prévus par le POI. De plus aucun des scénariiii d'accidents ne prévoient d'effets extérieurs au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Plan d'organisation interne - disponibilité du document**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, disponibilité du document
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un exemplaire du P.O.I doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement ainsi qu'en salle de repli.
<b>Constats :</b> L'équipe d'inspection s'est rendue dans la salle de poste de commandement. L'exemplaire du P.O.I est bien présent et à disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan d'organisation interne - diffusion**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, diffusion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Il est diffusé pour information, à chaque mise à jour :  - en double exemplaire à l'inspection des installations classées (DREAL : unité départementale et service risque) au format papier. Une version électronique est envoyée conjointement à la version papier à l'inspection des installations classées ;  - en triple exemplaire au SDIS au format papier. Une version électronique du POI est envoyée conjointement à la version papier ;  - à la Préfecture.
<b>Constats :</b> Vu les deux exemplaires reçus par l'inspection des installations classées (transmission du 06/09/2021 reçu le 10/09/2021). La transmission à la Préfecture a pu être également justifiée par l'exploitant postérieurement à la visite d'inspection. Si la transmission au SDIS n'a pas été justifiée formellement, ce service participe chaque année à un exercice, de sorte qu'il ne peut ignorer la version du POI en vigueur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Plan d'organisation interne - retour d'expérience**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, retour d'expérience POI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'inspection des installations classées et le SDIS sont informés à l'avance de la date retenue pour chaque exercice.  Le compte rendu accompagné si nécessaire d'un plan d'actions est transmis à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a été informée à l'avance pour l'exercice de 2022. Le SDIS est informé également à l'avance systématiquement dans la mesure où il participe aux exercices.  Le compte rendu est effectivement envoyé à l'inspection des installations classées.  L'équipe d'inspection remarque que cet exercice est réalisé sérieusement et qu'un retour d'expérience est pratiqué (sur ce qui fonctionne bien ou moins bien dans l'organisation) permettant une réelle amélioration des pratiques en la matière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Mesures des conditions météorologiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 7.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures des conditions météorologiques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'établissement dispose de ressources lui permettant d'accéder aux prévisions météorologiques, la mesure de la vitesse du vent et de la température. Leurs informations sont notamment reportées au niveau du poste de commandement et en salle de repli.  Un dispositif de jour comme de nuit indiquant la direction du vent est mis en place à proximité du poste de commandement des services de secours.  Ce dispositif sera mis en place dans un délai n'excédant pas 12 mois dès notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant utilise les moyens disponibles sur internet concernant la météo.  Lors de l'inspection, la manche à air, qui permet d'estimer en toute circonstance la direction et la force du vent, a bien été vue sur le sommet d'un des bâtiments à proximité. Cette manche à air a été implantée de sorte qu'il est possible de la voir sans même sortir du local de crise (vue directe).  L'exploitant a été questionné sur la pertinence du lieu d'implantation du PC de crise vis à vis de la direction des vents dominants : cette variable a bien été prise en compte, de plus une "salle de crise de secours" est également prévue dans une direction des vents opposée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet